

Traité de Lisbonne

La version consolidée du traité de Lisbonne a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 9 mai 2008 (C 115). Elle est consultable sur

http://www.consilium.europa.eu/showPage.asp?lang=fr&id=1296&mode=g&name=&bcsi_scan_C9A5957D136929BF=Yae0A1pHvt7APYxdbkjb6gEAAACOzhwC:1

Treaty of Lisbon

The consolidated version of the Treaty of Lisbon was published in the Official Journal of the European Union on 9th May 2008 (C 115). It is available at:

http://www.consilium.europa.eu/showPage.asp?lang=en&id=1296&mode=g&name=&bcsi_scan_C9A5957D136929BF=Yae0A1pHvt7APYxdbkjb6gEAAACOzhwC:1

Energie, séparation patrimoniale

Le troisième paquet énergie, déposé le 19 septembre dernier, contenait, notamment, une proposition de séparation des activités de production et de distribution des opérateurs de gaz et d'électricité, soit en séparant la propriété des activités de production et celles du réseau de transport, soit en confiant la gestion du réseau de transport à un organe indépendant si l'entreprise reste intégrée. Huit Etats membres, emmenés par l'Allemagne et la France, ont appelé à une troisième voie permettant aux fournisseurs de conserver leur réseau de distribution et que le transport soit indépendant. La présidence slovène de l'UE et la Commission européenne ont élaboré un compromis prévoyant la création de gestionnaires de transport indépendants (ITO) et qui reconnaît, pour la première fois, qu'il n'est pas nécessaire de démanteler les entreprises verticalement intégrées pour atteindre les objectifs de séparation effective des activités, d'accès non discriminatoire et de niveau suffisant d'investissement. L'ensemble est en cours d'examen au Conseil et au Parlement, qui semble se diriger vers des solutions différentes pour le gaz et l'électricité.

Energy, patrimonial separation

The third energy package, submitted on the 19th September last year, included, among other things, a proposal for the separation of production and distribution activities from gas and electricity operators either by separating the ownership of production and transmission network activities or by entrusting the management of the transmission network to an independent entity if the company remains integrated. Eight Member States, led by Germany and France, have called for a third option to enable providers retain their distribution network and, that transmission remains independent. The Slovenian presidency of the EU and the European Commission drew up a compromise providing for the creation of independent transmission operators (TSO) and which acknowledges, for the first time, that it is not necessary to dismantle the vertically integrated companies in order to achieve the objectives of effective separation of activities, non-discriminatory access and sufficient level of investment. The totality of proposals is currently being examined at Council and Parliament, which seems to go up different solutions for gas and electricity.

Protection de l'environnement par le droit pénal

Le Parlement européen a adopté, le 21 mai dernier, en première lecture, la proposition de directive relative à la protection de l'environnement par le droit pénal présentée par la Commission en février 2007. Le Parlement soutient le principe de sanctions pénales appliquées par les Etats membres en cas d'atteintes graves à l'environnement. Il n'a, en revanche, pas suivi la Commission qui souhaitait une harmonisation des sanctions au niveau européen. Voir également bulletins 212, 198/199, 189 et 181.

Protection of the environment through criminal law

On the 21st May 2008, the European Parliament adopted, at its first reading, the proposed directive on the protection of the environment through criminal law, presented by the Commission in February 2007. The Parliament backs the principle of penal sanctions applied by Member States in the event of serious damage to the environment. It, however, did not agree with the Commission's call for the harmonisation of sanctions at the European level. See also bulletins 212, 198/199, 189 and 181.

Aides d'Etat

♦ La Commission européenne a annoncé, le 30 avril dernier, qu'elle ne s'opposait pas à l'aide de 1,1 milliard d'euros accordée par l'Italie à Poste Italiane pour compenser les coûts induits par ses obligations de service postal universel entre 2006 et 2008. Cette aide étant inférieure aux coûts supportés par Poste Italiane pour remplir son obligation, elle n'a pas permis le financement d'autres activités.

♦ Le dernier tableau de bord des aides d'Etat, publié par la Commission le 21 mai dernier, fait ressortir un accroissement sensible du recours par les Etats membres aux aides en faveur de l'environnement (doublement de leur montant entre 2001 et 2007). Le plus souvent ces aides prennent la forme de réductions ou d'exonérations des taxes environnementales, généralement accordées aux industries grosses consommatrices d'énergie, parmi lesquelles de .../...

State aid

♦ On 30th April 2008 the European Commission declared that it was not opposed to the 1.1 billion euros aid granted by Italy to the Poste Italiane to help it offset costs incurred by its part in universal postal service obligations between 2006 and 2008. The aid in question being less than the costs incurred by the Poste Italiane to fulfil its obligation, it would not have enabled it to finance other activities.

♦ The latest report on state aid published by the Commission on 21st May 2008, showed a significant increase in the recourse, by Member States, to aid linked to environmental issues (double the amount between 2001 and 2007). Quite often this aid takes the form of reductions or exemptions of environmental taxes, usually granted to industries that are large consumers of energy, including .../...

gros pollueurs, mais "il est considéré que ces aides contribuent indirectement à la protection de l'environnement". Un règlement général unique d'exemption de notification des aides par catégorie est annoncé pour juillet prochain.

major polluters whereas, "it is considered that such aid contributes indirectly to the protection of the environment". A single general regulation on the exemption from notification of aid, based on category, is to be announced in July.

Transparence

♦ **Lobbyistes** : Le Parlement européen a adopté, le 8 mai dernier, à une majorité écrasante, le rapport d'Ingo Friedrich (PPE-DE, Allemagne) sur le développement du cadre régissant les activités des représentants d'intérêt auprès des institutions européennes. Le rapport approuve le principe d'un "guichet unique" et prend acte de la décision de la Commission de mettre en place un registre sur lequel les groupes de pression auprès des institutions européennes pourraient s'inscrire, sur une base volontaire, mais il préconise que soit recherché un accord entre le Conseil, le Parlement et la Commission sur un registre commun obligatoire où serait déclaré tout soutien financier. Si un accord inter-institutionnel s'avère impossible (le Conseil est réticent), il suggère que le registre de chaque institution soit consultable en ligne par les autres afin de comparer les informations fournies. Il propose la création, d'ici fin 2008, d'un groupe de travail commun aux trois institutions sur les implications d'un registre commun et d'un code de bonne conduite. De son côté, la Commission a annoncé la mise en place, à titre expérimental, d'un registre facultatif des lobbyistes actifs auprès des institutions européennes et d'un code de bonne conduite obligatoire, à partir du 23 juin. Elle s'est aussi engagée à mettre sur pied le groupe de travail. Voir également bulletin 235.

♦ **Accès du public aux documents des institutions communautaires** : Suite à une demande du Parlement européen en 2006 et à une consultation publique lancée en 2007, la Commission européenne a adopté, le 30 avril dernier, une proposition de modification du règlement 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement, du Conseil et de la Commission. En particulier, la proposition prévoit que : toute personne physique ou morale aura droit d'accès aux documents indépendamment de sa nationalité et/ou son Etat de résidence ; tous les documents détenus par une institution dans le cadre de ses attributions sont concernés, sauf les documents présentés devant les tribunaux par des parties autres que les institutions ; la notion de document couvre les données contenues dans les systèmes électroniques dans la mesure où celles-ci pourront être extraites lisiblement (voir également paragraphe suivant) ; les exceptions en matière de protection de l'environnement, de protection des intérêts commerciaux, ont été amendées afin de s'aligner sur la convention d'Aarhus en matière d'accès à l'information, de participation du public au processus décisionnel et d'accès à la justice en matière d'environnement.

On rapprochera cette proposition de la consultation lancée par le Médiateur européen, le 13 mai dernier, au sein du Réseau européen des médiateurs, sur l'accès du public aux informations dans les Etats membres afin d'obtenir des informations sur les meilleures pratiques. Sa démarche fait suite à la plainte d'un journaliste auquel la Commission européenne avait refusé, en 2005, de transmettre des données concernant les bénéficiaires des subventions agricoles européennes au prétexte de confidentialité des données et de la difficulté d'accès à ces données avec les outils de recherche disponibles. Voir également, dans le bulletin 227, un arrêt du Tribunal de première instance.

♦ **Convention d'Aarhus** : La Commission européenne a adopté, le 30 avril dernier, une décision modifiant son règlement intérieur pour tenir compte du règlement 1367/2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus (voir bulletin 168).

Transparency

♦ **Lobbyists**: On 8th May this year the European Parliament adopted, by an overwhelming majority, the report by Ingo Friedrich (EPP-ED, Germany), on the development of a framework governing the activities of representatives of interest groups in European institutions. The report endorses the principle of a "single window" and takes note of the Commission's decision to establish a register on which pressure groups in the European institutions could register on a voluntary basis, but it suggests that an agreement be sought between the Council, the Parliament and the Commission on a common mandatory register on which any financial support would be declared. If an inter-institutional agreement proves impossible to achieve (the Council is reluctant), it suggests that the register compiled by each institution be made available online to all others in order to enable each one compare the information provided. It proposes the creation, by the end of 2008, of a joint working group of the three institutions on the implications of a common register and of a code of good conduct. For its part, the Commission announced the establishment, on an experimental basis, of a voluntary register of lobbyists working with European institutions and of a code of good conduct, starting from 23rd June. It has also pledged to set up the working group. See also bulletin 235.

♦ **Public access to documents of the Community institutions**: Following a request by the European Parliament in 2006 and a public consultation launched in 2007, the European Commission adopted, on 30th April this year, an amendment proposal of Regulation 1049/2001 regarding public access to the Parliament's, the Council's and the Commission's documents. In particular, the proposal in question provides that any natural person or legal entity will have right of access to documents regardless of their nationality and/or their State of residence; all documents held by an institution within the framework of its functions are concerned, except documents presented in court by parties other than institutions, the term document covers data contained in electronic systems insofar as they may be extracted legibly (see next paragraph); exceptions regarding environmental protection, protection of commercial interests, were amended to align with the Aarhus Convention on access to information, public participation in decision-making process and access to justice in environmental issues.

This proposal could be closely associated to the consultation launched by the European Ombudsman, on 13th May this year amongst the European Network of Ombudspersons, on public access to information within the Member States to obtain information on best practices. Its move follows a complaint lodged by a journalist to whom, in 2005, the European Commission had refused to provide data concerning the beneficiaries of European farm subsidies, under the pretext of data confidentiality and the difficulty of access to these data with the available research tools. See also, in the Bulletin 227, a ruling of the Court of First Instance.

♦ **Aarhus Convention**: On 30th April, the European Commission adopted a decision amending its rules of procedure to take account of Regulation 1367/2006 regarding the application to the institutions and organs of the European Community of the provisions of the Aarhus Convention (see Bulletin 168).